

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Marché de service à procédure Adapté (MAPA). Articles 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

Mission de Programmation et d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la création du pôle ambulatoire de médecine et de chirurgie, la construction d'un hébergement pour l'internat et l'extension des capacités de stockage logistique du CHPCB à Paray le Monial



Sommaire

1. Dispositions générales du contrat	3
1.1. Objet du contrat	3
1.2. Décomposition du contrat	3
2. Pièces contractuelles	3
3. Confidentialité et mesures de sécurité	3
4. Protection des données à caractère personnel	3
5. Durée et délais d'exécution	4
5.1. Délai d'exécution	4
5.2. Délais d'exécution des missions	4
6. Prix	4
6.1. Caractéristiques des prix pratiqués	4
6.2. Modalités de variation des prix	4
6.3. Dispositions spécifiques aux tranches	5
7. Garanties financières	5
8. Avance	5
8.1. Conditions de versement et de remboursement	5
8.2. Garantie financière de l'avance	5
9. Modalités de règlement des comptes	5
9.1. Acomptes et paiements partiels définitifs	5
9.2. Présentation des demandes de paiement	5
9.3. Délai global de paiement	6
9.4. Paiement des co-traitants	6
9.5. Paiement des sous-traitants	6
10. Conditions d'exécution des prestations	6
10.1. Présentation des livrables	6
10.2. Modifications techniques	6
10.3. Arrêt de l'exécution des prestations	6
11. Développement durable	7
12. Constatation de l'exécution des prestations	7
12.1. Vérifications	7
12.2. Décision après vérification	7
13. Droit de propriété industrielle et intellectuelle	7
14. Pénalités	7
14.1. Pénalités de retard	7
15. Assurances	7
16. Résiliation	7
16.1. Conditions de résiliation	7
16.2. Redressement ou liquidation judiciaire	8
17. Règlement des litiges et langues	8
18. Dérogations	8

1. Dispositions générales du contrat

1.1. Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'exécution d'un marché de prestations de programmiste et d'assistance à Maitrise d'Ouvrage pour **la création du pôle ambulatoire de médecine et de chirurgie, la construction d'un hébergement pour l'internat et l'extension des capacités de stockage logistique du CHPCB à Paray le Monial.**

Le présent marché est scindé en une tranche ferme et une tranche optionnelle :

➡ Tranche ferme

Mission 1	Etablissement d'une étude de programmation.
Mission 2	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation des contrats de maîtrise d'œuvre et des autres contrats de prestation intellectuelles nécessaires (OPC ; contrôle technique ; coordonnateur santé sécurité et protection des travailleurs, etc....).
Mission 3	Assistance à maîtrise d'ouvrage à compter du choix du maître d'œuvre jusqu'à la réception des travaux.

➡ Tranche optionnelle

Mission 4	Suivi garantie parfait achèvement.
------------------	------------------------------------

Lieu d'exécution :

Centre hospitalier du Pays Charolais Brionnais

Boulevard des Charmes

71600 Paray le Monial

1.2. Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2. Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- > L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (DPGF selon cadre joint dans le DCE) ;
- > Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- > Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- > L'avant programme de l'opération ;
- > Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- > La note méthodologique justifiant les dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat.

3. Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4. Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'entité adjudicatrice a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5. Durée et délais d'exécution

5.1. Délai d'exécution

Le marché est conclu à compter de la date de notification.

5.2. Délais d'exécution des missions

Le délai d'exécution de chaque tranche est fixé comme suit :

Tranches	Objet	Durée
Tranche 1	Etablissement d'une étude de programmation.	10 semaines
Tranche 2	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation des contrats de maîtrise d'œuvre et des autres contrats de prestation intellectuelles nécessaires (OPC ; contrôle technique ; coordonnateur santé sécurité et protection des travailleurs, etc....).	Cette tranche prendra fin à la validation du choix du maître d'œuvre.
Tranche 3	Assistance à maîtrise d'ouvrage à compter du choix du maître d'œuvre jusqu'à la réception des travaux.	Cette tranche prendra fin à la validation des éléments de mission du maître d'œuvre.

Ces délais partent à compter de la date de notification du marché et, pour les tranches suivantes, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la tranche considérée.

6. Prix

6.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées sous la forme d'un marché à tranches à prix forfaitaires.

6.2. Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 01/2025 ; ce mois est appelé "mois zéro".

Les prix sont révisés semestriellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{ING}(n-3) / \text{ING}(0))$$

selon les dispositions suivantes :

- > Cn : coefficient de révision.
- > Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- > Index (0) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois "n" retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

6.3. Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

7. Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8. Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Prestations Intellectuelles.

8.1. Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la mission est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la mission, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2. Garantie financière de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée

9. Modalités de règlement des comptes

9.1. Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Le montant de chaque acompte relatif à la phase considérée sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

9.2. Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

→ Identifiant de la structure publique (SIRET) : sera communiqué au candidat retenu

9.3. Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4. Paiement des co-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

9.5. Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'entité adjudicatrice, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

10.1. Présentation des livrables

Les conditions de présentation des livrables sont définies dans le cahier de clauses techniques particulières.

10.2. Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, l'entité adjudicatrice peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par l'entité adjudicatrice du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

10.3. Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI l'entité adjudicatrice se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque phase du prestataire définie au CCAP.

11. Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

12. Constatation de l'exécution des prestations

12.1. Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 2 mois à compter de la date de livraison, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

12.2. Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, l'entité adjudicatrice prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

13. Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit de l'entité adjudicatrice. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier l'entité adjudicatrice, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

14. Pénalités

14.1. Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/3000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

15. Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16. Résiliation

16.1. Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par l'entité adjudicatrice, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 3,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

16.2. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'entité adjudicatrice par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'entité adjudicatrice adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17. Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Dijon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18. Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Prestations Intellectuelles